

## **L'Oncle Sam à l'épreuve du Nouvel Empire du Milieu : la « montée des périls »**

Lors de son audition devant la commission des forces armées du Sénat US le 26 septembre 2017, le général Joseph Dunford, futur chef d'État-major inter-armes (équivalent du C.E.M.A), confirmait tout haut ce que tout les spécialistes murmurent tout bas depuis des mois : « la principale menace contre les États-Unis ne viendra pas de la Russie, de l'Iran ou de la Corée du Nord mais de la Chine » ( <http://www.opex360.com> du 27 septembre 2017). . .

Après le « **Grand Bond en Avant** » de Mao Zedong (1958), place au « **Grand Renouveau** » de la nation chinoise (2017). Une ligne politique orchestrée par l'actuel président **Xi Jinping** avec le soutien des « sept caciques » du Comité Permanent du P.C.C. Un comité restreint qui devrait confirmer le concept chinois de « **Nouvel Ordre Mondial** » à l'occasion du prochain Congrès du Peuple (XIXème), celui du 18 octobre 2017. Et pour objectif ultime quelque chose comme le **Nouvel Empire du Milieu**.

De fait, la Chine « post moderne » a mis le turbo, fidèle à sa « stratégie du fort au faible », au point d'inquiéter non seulement son environnement régional mais aussi la lointaine Amérique et ses alliés occidentaux mais pas seulement. Ses voisins immédiats (Vietnam / Philippines / Malaisie / Inde et Japon) subissent in solidum la « **pression hégémonique** » du Nouvel Empire du Milieu, devenu « sûr de lui et dominateur » pour paraphraser un certain Général De Gaulle , . . .et ce, même si le discours officiel se veut rassurant . . . , un discours pavé de leitmotiv « bisounours » déclinant sur tous les tons « paix » et « coopération » (sans rire). Sur le fond, rien de moins qu'une « **entreprise impérialiste** » dans tous les sens du terme. . . , une pénétration facilitée par l'extrême naïveté du nouvel occupant de la Maison Blanche dans le domaine de la géostratégie mais pas seulement, hélas. A ce titre, l'Union Européenne, le « ventre mou » de la mondialisation et le pilier principal de l' O.T.A.N, est aussi l'une des cibles privilégiées des visées chinoises parce que bien plus fragile encore. Le fait que les principales « routes de la soie » convergent vers le vieux continent ne relève pas du hasard. Loin s'en faut. Peut-être serait-il opportun que les dirigeants européens et, singulièrement, la Commission de Bruxelles, s'interrogent plus sérieusement sur les véritables intentions planétaires de la Chine. A ce titre, l'ambiguïté entretenue autour du statut d'économie de marché (« S.E.M »), réclamé par Pékin, pressions à l'appui, est un très mauvais signal donné par l'autorité européenne. L'absence de C.F.I.U.S nationaux, hormis l'exception britannique, pour interdire les O.P.A(s) hostiles sur nos technologies duales aussi . .

**Chine et Russie** : entre « l'ours russe » et le « Panda chinois », juste un problème d'inter compatibilité sous le sceau d'une méfiance stratégique réciproque.

Et pourtant tout avait bien commencé dans le cadre d'un « mariage de raison » dont le fond commun reste toujours de créer un contrepoids permanent à l'omni puissance occidentale en général et américaine en particulier. Rien à voir, toutefois, avec le mouvements des « non alignés » du temps de la guerre froide dans les années « 60 ». De fait, le partenariat sino-russe s'est renforcé progressivement sur la base d'intérêts particuliers bien compris tant économiques que militaires : les fameux **B.R.I.C.S** / la **B.A.I.I** (Banque Asiatique d'Investissements en Infrastructures)/ et surtout l' **O.C.S** (Organisation de Coopération de Shanghai) sont le trépied officiel de l'acte notarié du mariage « burlesque » entre russes et chinois . . . Sauf que l'union n'est pas forcément consommée sans réserves. Je dirais même que la vigilance renforcée est de mise entre les « deux tourtereaux ». . . Et pour cause . . .

En effet, le **nationalisme Han** n'est plus un vain mot et la **Russie sera forcément concernée**, elle aussi, n'en déplaise à Vladimir Vladimirovitch Poutine (V.V.P). Pour

la partie chinoise, juste une question de « **patience stratégique** ». En effet, la Chine moderne n'a jamais abandonné l'idée de récupérer les territoires perdus. Ceux concédés par les « **Traités inégaux** » selon la formule de Sun Yat-sen de 1924 et conservée par la suite par ses successeurs dont actuels. Comprendre ceux imposés à l'ancien Empire du Milieu par les occidentaux mais aussi et surtout par la

Russie tsariste (Traité de Goulja de 1851/ Traité d'Aigun de 1858 et Traité de

Saint-Pétersbourg de 1881). En clair, Pékin (Beijing) n'a jamais levé sa revendication de souveraineté sur l'extrême orient russe, raison pour laquelle elle siège aujourd'hui au **Conseil de l'Arctique**, certes en qualité de simple membre observateur, alors qu'elle ne possède aucune frontière terrestre ou maritime reconnue par la communauté internationale avec la région arctique, a fortiori par les huit pays riverains de l'arctique (Russie/ Norvège /Suède/Danemark (Groenland et îles Féroé) /Finlande/ Islande, le Canada et, bien sûr, les États-Unis). D'ailleurs, la Chine ne limite pas ses ambitions au seul continent Arctique et ses passages maritimes stratégiques, ceux du Nord-Est et du Nord-Ouest dits « **route de la soie de glace** » (Rossiskaïa Gazeta du 3 juillet 2017). Elle a aussi des visées sur le continent **Antarctique** dont elle convoite aussi les énormes réserves halieutiques et fossiles (méthane dit « glaces combustibles » et pétrole du pré-salé / offshore profond) et ce, d'autant qu'il ne bénéficie pas de la protection des conventions onusiennes du type **Protocole de Madrid** (1991) pour l'Arctique. Encore que !!! En effet, certains pays limitrophes du cercle polaire au rang desquels le Canada, le Danemark et, plus encore, la Fédération de Russie ont exprimés des « réserves de souveraineté » sur ce qu'ils considèrent comme leur Zone Économique Exclusive arctique (Z.E.E) et posé des revendications dites « exception d'extension » près les Nations Unies. En cause, la fameuse « dorsale de Lomonossol » et ses formidables richesses en ressources énergétiques minérales et fossiles. Somme toute et en ce qui concerne la Sibérie Orientale comme l'Arctique au sens large du terme, **les russes** ne sont pas dupes et se méfient des visées chinoises, particulièrement focalisées sur l'extrême Orient russe à couvert d'investissements « gagnants-gagnants » et de poussée démographique sur le mode « insiders han ». Comme dab !!! Sauf qu'une loi « taillée sur mesure » a été

votée par la Douma en juin 2016. Elle a pour but de revitaliser le peuplement slave de ces contrées devenues plus attractives avec le réchauffement climatique. Ladite loi est déjà entrée en application (Xinhua du 01/02/2016). Son but est d'attribuer en « free hold » des parcelles d'un hectare de terres agricoles à chaque colon volontaire (4800 déjà attribuées et plus de 5000 dossiers en attente). Pour mémoire, l'extrême Orient russe aurait perdu en dix ans quelques milliers d'habitants russophones d'après Le Figaro du 8 septembre 2012 de sorte que le rapport à cette époque n'était plus que de 1 à 9 entre chinois han et russes blancs. Cela n'avait pas empêché l'imprudent Poutine de programmer des « locations de type bail emphytéotique » de terres sibériennes à des sociétés étatiques chinoises à fins de « mise en valeur agricole et exploitation du bois ». Et ce, dans le cadre du concept russe dégoulinant d'ambiguïté, celui « **du siècle de l'ami chinois** ». Oui mais c'était dans un contexte très particulier, celui de rapprochement sino-russe à tropisme anti-américain (partenariat) . . . Avant de rétro pédaler en référence à ladite loi agricole. A cela s'ajoute la remilitarisation de l'Arctique par les russes qui vise autant chinois qu'américains voire celle opérée par les américains et les canadiens qui, eux, ont renforcés leurs installations militaires sur l'île stratégique de Baffin mais ceci est une autre histoire. En fait, la stratégie de Poutine comporte une part de rêve qui s'apparente quelque part à celui d'un certain Alexander Nevski sauf qu'au XVIII ème siècle la puissance militaire penchait sans conteste du côté de l'Empire tsariste. Et bien, ce n'est probablement plus le cas aujourd'hui selon ce principe frappé au coin du bon sens. C'est la puissance économique et financière qui fait le lit de la puissance militaire et rarement le contraire. In fine, ne jamais oublier cette petite phrase en forme de sentence à venir de Sun Tzu : « *la politique chinoise est un chemin malicieux éternel* ».

## **CHINE ET SA POLITIQUE DE PIVOT EN EUROPE ORIENTALE ET CENTRALE**

Les hongrois parlent d'ouverture vers l'Orient et les chinois d'investissements « gagnant-gagnant » dans le cadre de leur stratégie de « soie terrestre ». En fait, Pékin sur le forcing sur le maillon de l'Union Européen, les pays dits « nouveaux entrants » et ceux à venir. . . au grand dam du patron de la diplomatie allemande, Sigmar Gabriel.

Tout s'est joué autour du forum des « 16 + 1 » qui a réunissait sous la férule du premier ministre chinois les 11 pays membres de l'UE et les 5 pays candidats potentiels. Une politique de nouvel Empire du Milieu qui aggrave la fracture des européens au moment où l'Allemagne de Angela Merkel se retrouve en position de faiblesse . . . Affaire à suivre . . ., les chinois semblant très réactifs sur tous les fronts de la planète y compris européen. . .

**CHINE et ASEAN** : l'histoire d'un rapport de force intelligent du type « win-win ». Traduction chinoise : « du fort au faible » . .

Dans ce cas très précis, il s'agit aussi d'un « mariage arrangé » au sens arabe du terme. C'est-à-dire dans le cadre d'une polygamie conjugale bien comprise centrée sur le mâle dominant. . . Et, pour l'heure, cela semble fonctionner même si le mari doit tordre le bras de ses épouses à l'occasion. . . Entendre surtout, un rapport qui ne va pas à l'encontre des intérêts hégémoniques de Pékin dans la région à savoir le Sud-Est asiatique dans son sens le plus large. . .

De fait et alors que Pékin est membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies, l'un des invariants de la politique chinoise depuis l'arrivée au pouvoir de Mao Tse Tung et du P.C.C est la non reconnaissance des traités, conventions et autres accords internationaux dès lors qu'ils sont en inadéquation avec ce que les autorités chinoises considèrent comme leurs intérêts fondamentaux (« core interests ») et donc inaliénables à commencer par la Convention des Nations Unies sur les Droits de la Mer (CNUMD/UNCOS). En clair, la Convention de Montego Bay du 10 décembre 1982 que la Chine avait pourtant ratifié. Voilà qui donne un relief particulier à la décision du 12 juillet 2016 de la Cour arbitrale de La Haye du 12 juillet 2016 sur

l'application de la Convention pré-citée de Montego Bay en Mer de Chine Méridionale. Une Convention que, pour leur part, les États-Unis n'ont jamais ratifié. Dès lors et en toute logique, la Chine fait peu cas des conclusions du Dialogue de Shangri-La (IISS/ SLD) du 29 mai 2015 à Singapour sur la sécurité collective en Asie-Pacifique Pour mémoire, le Dialogue de Shangri-La réunit tous les ans les ministres de la défense des pays alliés des États-Unis en Asie-Pacifique y inclus français et britanniques. La 16ème conférence, celle du 24 juin 2017, s'est déroulée sous de mauvais auspices en référence à la multiplication des incidents sino-américains en Mer de Chine Méridionale sans parler des provocations « rituelles » de la Corée du Nord. La position chinoise sur ses droits souverains supposés en Mer de Chine Orientale comme Méridionale, à couvert de prétendues « primautés régionales », restera celle réaffirmée par le binôme dirigeant, Xi Jinping et Li Keqiang, lors du 18ème Congrès du P.C.C de Novembre 2012 et suivant, celui du 18 octobre 2017. . Inaliénables donc et peu importe auxdits dirigeants que la Cour de La Haye, suite à une plainte déposée par les **Philippines**, ait débouté la partie chinoise de tout droit sur « **la ligne des 9 traits** » dite aussi « **Ligne Verte** » selon la dialectique de Pékin. Exit, les références juridiques internationales avancées par Pékin pour justifier l'occupation des îles et archipels par ses forces armées à savoir la Déclaration du Caire ( 1er décembre 1943) et surtout l'article 8 de la Déclaration de Postdam (26 juillet 1945) laquelle avait été co signée le Maréchal Chiang Kai-Chek. Un camouflet historique. . .

### **Les Philippines sont concernées au premier chef par la stratégie intrusive des chinois.**

Somme toute, c'est le premier pays et le seul de la zone à avoir porté l'affaire devant la Cour Internationale de La Haye. . . Sauf que, avec l'arrivée au pouvoir à Manille d'un président « sino-béat », le truculent et incontrôlable **Rodrigo Duterte** alias « **Digong** », Pékin récupère le jackpot (contrats militaires juteux, soutien diplomatique à l'international et, cerise sur le gâteau, souveraineté non contestée au large du récif de Scarborough, le tout au prix d'une aide militaire symbolique de la marine chinoise en Mer de Sulu contre le groupe Abu Sayyaf, la franchise de l' I.S.I.L (État Islamique) assortie de quelques juteux contrats dans le secteur militaro-industriel au grand dam de Washington. Avec en prime un accord commercial sino-philippin qui renforce la position de second partenaire de la Chine, une position qu'elle occupait déjà avant Duterte. . . Sauf que, dans les faits, Duterte s'est bien gardé de dénoncer **le traité de défense de 1951 avec les États-Unis**. Bien lui en a pris car les forces spéciales US ainsi qu'australienne ont été salvatrices lors de l'offensive de la franchise régionale de Daech sur la ville de Marawi (Mindanao). C'est à ses petits gestes qu'on reconnaît ses vrais amis, les chinois se contentant du « service minimum ». . . pour cause « d'intérêts croisés » avec les pays musulmans « de référence », économique s'entend. . . In fine, Duterte est contraint de faire le grand écart diplomatique pour que, je cite, « La Mer de Chine Méridionale ne devienne pas

le lac de Pékin ni la piscine de Washington ». Un doux rêve. Néanmoins, ses puissants voisins émergents ne sont pas insensibles à ses initiatives. Et ne n'est pas le moindre des paradoxes que de voir Duterte signer un accord régional de défense avec les deux puissances musulmanes du Sud-Est asiatique, l'Indonésie et la Malaisie (Accord dit de patrouille maritime trilateral de juin

2017). . .

### Idem en ce qui concerne la Malaisie voisine, en cours de « vassalisation ».

La Chine « instrumentalise » très adroitement à son profit l'actuel homme fort du pays, **Najib Aziz**, fragilisé par les remous du scandale financier dit «1 MDB» qui défraye la chronique depuis plusieurs mois et ce, au grand dam du « père fondateur », **Mahatir Ibn Mohamad**, réputé moins conciliant avec Pékin. Ainsi, les entreprises chinoises se sont approprié la part régaliennne du projet tout aussi grandiose que dangereux pour les intérêts occidentaux de construction du **port en eau profonde de Kuantan** (novembre 2016). Un verrouillage en bonne et due forme du Détroit stratégique de **Malacca** et une menace directe pour la place de Singapour située à quelques « encablures » de Kuantan qui devient, de fait, le point fort le plus méridional de la « ligne verte ». . .

### In fine et nonobstant les différents d'ordre territorial, la Chine entretient toujours des relations privilégiées, tant commerciales que diplomatiques, avec le « trois tigres émergents » du Sud-Est asiatique,

ceux du « Triangle de la croissance » dit « **groupe I.M.T-GT** » à savoir l'**Indonésie**, la **Thaïlande** et la **Malaisie**, les trois piliers de l' **A.S.E.A.N.** Des relations qui confinent à celle de « vassal à suzerain » à en croire les propos tenus dans les colonnes du Figaro du 14 février 2017 par Mahatir Mohamad, alias « **Docteur M** »,

déjà cité. . . En effet, Pékin avait lancé dans le cadre de l'établissement d'un nouvel ordre économique régional et suite au discours de Yokohama de Barack Obama

(« doctrine du pivot asiatique »), le **concept PANASIA** (lancé le 15 avril 2011 à Sanya puis renforcé lors du forum de Bo'ao en date du 15 avril 2015). Une stratégie régionale qui anticipait à merveille, trop peut-être, sur le plan « **ASEAN Community**

**2015 Vision**». Du bel ouvrage et un vrai casse-tête pour le vibronnant Donald Trump. . . Affaire à suivre . . . Et ce, d'autant que Pékin vient de porter sur les fonds baptismaux une « **Nouvelle Route de la Soie** » au sud-est de Bangkok en Thaïlande justement : port en eau profonde / aéroport international, zones franches. Rien n'y manque ou presque. En effet, l'accès ferroviaire (et ses connexions) sera financé par la B.A.I.I..... A ce propos, Washington s'inquiète à juste titre de la dérive pro-chinoise mais aussi pro-Corée du Nord des militaires thaïlandais. Ainsi, la Thaïlande servirait d'interface aux activités commerciales « off » de Pyongyang via une multitude de sociétés écrans. L'Ambassade de Corée du Nord en Thaïlande est l'une des rares de la région ce qui ne relève pas du hasard. Bangkok est de venu l'utile parangon de Pékin et de son trublion coréen. . .

## CHINE ET PACIFIQUE SUD

Pire et peu mentionné par les observateurs et autres spécialistes régionaux, **l'appétence territoriale de la Chine, ne se limite pas à la fameuse ligne verte.**

Elle concerne aussi le « **seconde ligne d'îles** » dite « **Ligne Bleue** » laquelle va bien au-delà des Philippines englobant la **Micronésie**, les **Tonga** et **Fidji** sans oublier la **Mélanésie** (Vanuatu et Papouasie Nouvelle-Guinée). Une façon de notifier aux occidentaux dont français les limites de ce que Pékin considère comme sa « **profondeur stratégique** ». Et, la Nouvelle-Calédonie ainsi que Tahiti et dépendances ne sont pas exemptes des visées impérialistes chinoises. Loin s'en faut. Pour preuve, la Chine procède depuis des années à des opérations « **d'infiltration maligne** » ciblant de manière préférentielle la Micronésie et pour cause. Cela concerne surtout les archipels des **Palaos** et autres **îles Marshall** qui sont très proches de la **base stratégique américaine de Guam** (730 km à peine). Un hasard, sans doute !!! Or, en vertu d'un accord qui arrivera à expiration en 2023, dans six ans seulement (x5), ce sont les États-Unis qui assurent la sécurité et la défense des dits archipels, ceux des micro états inclus dans ladite ligne bleue. En contrepartie, Washington assure 40% du budget de ces îles du Pacifique Sud (x 14), des îles-états déjà largement surendettées auprès de la Chine. En cause, la politique délibérée de prêts à « conditions préférentielles » accordés « généreusement » par Pékin (I.D.E(s), aides et autres investissements de type « win-win ») assortie d'une corruption des élites. Et ce, dans le cadre d'une pénétration

chinoise millimétrée en référence au Forum de Canton du 8 novembre 2013 qui réunissait à « l'ombre du grand frère » les quatorze îles-états du Pacifique Sud (**F.I.P** pour Forum des Îles du Pacifique /**F.I.C** en anglais). Une politique d'endettement organisé en progression constante et maintes fois dénoncée par le très sérieux **Lowy Institute de Sydney** ( A.A.P du 5 avril 2011). Elle est de nature à rendre moins attractif un éventuel accord de libre-échange avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande de type **PACER PLUS** . De fait, les F.I.C (s) sont tentés de limiter leurs accords-cadres avec lesdits grands voisins à de simples relations commerciales préférentielles et non réciproques du type accord **SPARTECA** voire, plus restrictif encore du type **FATERA** . . En sous-main, la Chine encourage via le **G77** la création d'une zone de libre-échange ALE/FTA . Pour l'heure, il ne s'agit que d'un accord ALE/FTA partiel dit **P.I.C.T.A** liant douze des quatorze nations du Pacifique Sud depuis 2003, un accord non homologué par l'OMC/WTO. Autre détail peu connu mais qui n'est pas sans importance eu égard à une présence de plus en plus voyante de la Chine in situ, 20% de la population des F.I.P / F.I.C est de souche japonaise alors même que les investissements de Tokyo peinent à atteindre le tiers de ceux effectués par Pékin. . . Parler de colonisation financière chinoise n'est donc pas abusif pour en souligner le caractère sécuritaire. L'arc des crises du futur dans le Pacifique sud prend forme au grand dam de Washington. Et ce n'est pas tout. . .

## LE BRAS DE FER DE LA CHINE ET DE LA RUSSIE (O.C.S) AVEC LES ETATS-UNIS ET SES ALLIES

Dès 2016, le président Xi Jinping est passé à la vitesse supérieure en revendiquant « **un nouvel ordre mondial** » cette fois. Il n'a même pas attendu le résultat de la présidentielle US. Comme par hasard, Serguei Lavrov, Ministre russe des Affaires Étrangères, a fait chorus mais a posteriori. Il vient de réitérer le propos en parlant de **nouvel ordre mondial post-occidental** (AFP du 18 février 2017). Tout sauf un hasard. En fait, telle déclaration signifie que la Russie restera alignée sur la ligne de l'**O.C.S** (Organisation de Coopération de Shanghai), souvent présentée comme l'anti-OTAN ainsi que celle des **BRICS** , le « brise glace anti F.M.I, anti Banque Mondiale etc.... . . avec l'humour russe en prime. Le tout sur fond de « **course effrénée au surarmement** ». . Donald Trump appréciera lui qui a déjà prévu d'augmenter de 10% le budget US de la défense 2017. . . sur fond de « shutdown » potentiel. . . Somme toute, ces messieurs de Zongnanhai sont passés de la taille « S » à la « taille patron » (XXL) à l'appui de leur Livre Blanc de la Défense du 1er décembre 2016 intitulé, sans rire, « **Le droit au développement** » pour justifier leurs ambitions ultra-marines. Bien noter qu'il avait été précédé d'une **loi de juin 2015** autorisant l'Armée Populaire de Libération (A.P.L / P.L.A en anglais) à intervenir partout où les intérêts chinois seraient mis en danger dans l'espace ultra marin. En clair, partout dans le Monde ce qui suppose des moyens adéquats et, de fait, des forces de projection lointaines , essentiellement la Marine sans oublier les « communautés chinoises organisées » dans l'étranger proche comme lointain mais nous y reviendrons. Sous-entendre dans le cadre du « droit au développement » pré-cité, une défense des fameuses routes de la soie dites **OBOR** (« **One Belt ; One Road** » / **Yilai/yilu pour les chinois**). La « **Belt and Road Initiative** » dite aussi **B.R.I** de Xi Jinping dont celle reliant Kunming à Singapour pour en finir avec le « **dilemme de Malacca** » par où transitent plus de 80 % de ses importations de pétrole voire celle, encore plus stratégique, dite China Pakistan Economic Corridor (**CPEC**) qui se termine sur l'ensemble portuaire de **Gwadar** en Mer d'Oman (Axe **Kachgar/Gwadar**). Des routes à la fois terrestres et surtout maritimes, supports de la fameuse économie bleue et donc des rails maritimes de la conteneurisation. . .et de la stratégie commerciale dite du « sortir des frontières » (« **Zouchuqu** ») . . Vladimir Vladimirovitch Poutine alias V.V.P ferait bien, lui aussi, de ne pas l'oublier à un moment où la Chine s'est lancée dans une course effrénée au surarmement incluant une restructuration de ses forces dont, justement, celles de projection ce qui est significatif d'une vision ultramarine y compris très lointaine pas forcément en adéquation avec les intérêts occidentaux comme russes. Le budget chinois de la Défense, annoncé en augmentation de 7% pour 2017 en chiffres officiels, est en réalité tenu secret mais les services occidentaux et Jane's l'estimaient à 123 Mds USD en 2010 et tablent sur 233 Mds USD à l'horizon 2020. La puissance nucléaire de la Chine est, elle aussi, probablement sous estimée (260 à 300 ogives officielles). A titre comparatif, celui des États-

Unis et de la Russie serait de plus de 7000 têtes nucléaires. Un arsenal que Donald Trump propose de « moderniser » dans ses trois composantes (ogives, missiles intercontinentaux, bombardiers stratégiques sans oublier l'espace et ses satellites tueurs en référence au lancement du vaisseau spatial X-37B par Space X le 7 septembre 2017) soient 1000 Mds USD sur 30 ans. La mise sur le tapis vert est très relevée et la question est de savoir si la Chine autant que la Russie auront le potentiel de suivre cette relance ce qui nous rappelle étrangement **le plan d'Initiative de Défense Stratégique** de Ronald Reagan, plan lancé en mars 1983 . . . En fait, savoir que le Pentagone n'avait pas attendu l'arrivée de Donald Trump pour relever le défi de Pékin (Beijing) en Mer de Chine Méridionale mais pas seulement. Une **stratégie chinoise de « déni d'accès » dite A 2 / A D pour « Anti access / Arial Denial**. L'idée princeps est de sanctuariser la Mer de Chine Méridionale pour sécuriser le bastion de sa force navale sous-marine de Hainan (SNLE). D'où la nouvelle doctrine militaire américaine « 3.0 » en contre, doctrine sur laquelle le nouvel hôte de la Maison Blanche devrait s'appuyer. Une concept baptisé très officiellement **T.O.S** pour **Third Offset Strategy**. Et là nous entrons dans le domaine le plus pointu mais aussi le plus secret de la R&D militaire sous la houlette du **D.A.R.P.A** (Pentagone), celui de la guerre du futur y inclus celle concernant « l'espace satellitaire ». Plus simplement, les militaires ont baptisé tous ces nouveaux systèmes d'armes, les « **Game changers** » (lasers de puissance, munitions hyper véloces, robotique, railguns, calcul quantique). Plus prosaïquement, ce sont les programmes **LOCUST** de la Navy, ceux dits **PERDRIX**, **C.G.P.S** et/ou **AVATAR** de l'Air-Force. . . Sauf que les chinois, au même titre toutes les grandes puissances industrielles développent leurs propres technologies dont une au moins constitue une vraie menace directe pour la 7ème flotte américaine, celle du Pacifique : **le missile balistique mobile DF-21D** pour lequel le système de contre-mesures AEGIS qui équipe toutes les bâtiments de surface de l'OTAN / NATO est réputé inefficace. . L'équilibre de la terreur en quelque sorte... C'est dire si le potentiel en missiles balistiques inter continentaux et de portée intermédiaire (DF-26) de Pékin est réellement inquiétant. L'autre composante de l'Armée Populaire de Libération (l' A.P.L toujours ainsi nommée), la Marine, est déjà la première force de la région asiatique avec 300 navires de surface et un porte-avion , le Liaoning, mais d'autres sont en voie de finition (x2) sans parler de la composante sous-marine (x 3 S.N.L.E). En outre, l'armée chinoise disposerait d'un département Cyber (APL 3) probablement très performant puisque réputé apte à pénétrer tous les systèmes dont américains et étatiques. Ceci étant dit, **comment ne pas s'étonner de la multiplication des incidents aussi graves qu'inexpliqués entre les bâtiments de la Navy qui opèrent généralement en Mer de Chine Méridionale et des transports civils lourds** (pétroliers/ port-containers) aux immatriculations exotiques. Quatre de puis le 17 février 2017 dont deux très graves avec 17 marins disparus et ce, dans les parages immédiats d'un site géographique sensible. Les deux frégates avaient effectué des missions au large des polders contestés de la Mer de Chine Méridionale. Sans parler de ces drones chinois et/ ou iraniens qui frôlent régulièrement les avions de combat US. . et ce, depuis l'arrivée de Trump au pouvoir à Washington. Étrange non ? ? ? Personnellement, j'y verrai volontiers « la griffe de Beijing » . . . au même titre que dans les provocations nord-coréennes répétées et surtout leur saut technologique dans la balistique longue portée (I.C.B.M). . .Pour l'heure, le Pentagone semble avoir fait le même constat amer en décrétant le 20 août 2017 une « **pause opérationnelle** » pour la Navy . . . Cela veut dire quoi au juste ? ? ? La fameuse ligne rouge entre Pékin et Washington a du chauffer sérieusement mais pas seulement en référence à la visite secrète de Banon, ex conseiller de Trump à Pékin. Par voie de conséquence, Xi Jinping a modifié sa stratégie. Il a écarté les têtes brûlées de son État-major et s'est engagé dans « Code of Conduct » applicable à la Mer de Chine Méridionale essentiellement. De fait, depuis trois mois on ne relève plus aucun incident ni naval ni aérien avec les américains comme avec les puissances régionales. Il y a du Sun Tzu dans Xi Jinping. . .

## **CHINE ET JAPON : la guerre larvée des deux Empires**

Autre secteur où un dérapage guerrier n'est pas à exclure, **avec le Japon** cette fois, « **l'ennemi puissant et riche** » tel que désigné dans la doctrine militaire chinoise depuis le Livre Blanc chinois de 1999. Enjeu immédiat qui ne doit pas masquer ce qui n'est rien d'autre qu'une rivalité polyvalente et historique : la souveraineté sur les îles Senkoku

/ Diaoyu et leurs ressources halieutiques comme fossiles mais surtout pour la Chine le contrôle du rail maritime vers l'Océan Pacifique. De fait et selon une technique éprouvée en Mer de Chine Méridionale, la Chine envoie dans la Zone Économique Exclusive (Z.E.E) des îles sous souveraineté de Tokyo sa marine militaire autant que des « armements civils », ou sensés l'être, (gardes-cotes et chalutiers qui sont, en fait, de véritables milices armées). Ainsi, ils testent régulièrement les défenses nippones ce qui entre dans le cadre d'une politique alternative de « hedging » (montrer ses muscles sur le terrain puis se retirer) et de « hardball » (contre manœuvres diplomatiques dilatoires etc..). A titre d'exemple, cet « effraction aérienne » le 26 septembre 2016 quand un escadron de deux bombardiers Xian H-6K, de deux Soukhoï su-30 MKK multi-rôles et de deux avions ELINT chinois ont survolé, sans autorisation, le détroit séparant l'île de Mikayo et celle d' Okinawa Honto où se trouve la grande base américaine de Kadena c'est-à-dire l' ADIZ japonaise mais sans réellement violer l'espace aérien nippon. Rappelons que l' ADIZ n'a aucune légitimité internationale ce qui limite la portée de l'incident au domaine du symbole. En somme, la Chine éprouve très régulièrement les défenses du Japon mais aussi celles de la Corée du Sud laquelle vient de se doter du fameux bouclier anti missiles THAAD (Terminal High Altitude Area Defense), « l'épouvantail » de Pékin. Et le Japon devrait suivre d'après le Asahi Shimbun du 39 mars 2017, révélant au passage que Tokyo envisageait aussi de développer une capacité de frappes « offensives ». Un message à l'adresse de la Chine dont la stratégie s'inscrit dans le cadre d'une « **tactique d'agressivité régionale mesurée** » peu ou prou en adéquation manifeste avec celle de **la Corée du Nord**, le parangon stratégique de Pékin dans la région (tests nucléaires et tirs de missiles balistiques en Mer du Japon.. etc . . . ). Pour mémoire, le régime de Pyongyang dispose d'un arsenal N.B.C conséquent, le troisième au Monde selon le think tank US « Nuclear Threat Initiative » (février 2017). Pour preuve, l'attentat au gaz VX contre le demi-frère de Kim Il-sun. Et, pour faire bonne mesure, un rapport particulièrement incisif des experts des Nations Unies, rapport rendu public le 2 mars 2017, accuse la Chine de contourner les sanctions internationales contre la Corée du Nord. Rien d'étonnant dans la mesure où Pékin avait été déjà accusé par le passé d'aider l'Iran et la Corée du Nord à contourner les sanctions internationales via des sociétés sises à Taïwan.

Références : affaire des jauges de pression suisses de février 2010 visant un matériel livré à l'Iran via une société écran de Taïwan, matériel strictement interdit par le **N.S.G (Nuclear Suppliers Group)**. La Chine et la Suisse font partie du N.S.G mais pas Taïwan. Autre référence (Reuters du 10 mai 2013) : affaire de la Trans Multi Mechanics Co Ltd qui fournissait via des faux nez de droit taïwanais la Corée du Nord et l'Iran en matériels sensibles et prohibés par le comité des sanctions internationales. Et donc bis repetita en 2017 via des sociétés écrans chinoises, continentales cette fois ci. En clair, le Comité des sanctions de l'O.N.U accuse Pékin, via des sociétés écrans de droit chinois, aussi sophistiquées qu'éphémères, certaines sises en Malaisie ou au Congo (R.D.C), d'aider directement le régime de Pyongyang à financer son programme balistique et nucléaire. . . Un camouflet diplomatique de plus pour Pékin dans la mesure où ledit rapport tombait quelques jours à peine après la décision officielle de la Chine de geler ses importations de charbon nord-coréen en rétorsion, paraît-il, aux tirs de missiles balistiques par la R.P.D.C (source : <https://www.un.org/press>) . . . Sauf que le magazine **Foreign Policy** de décembre 2016 pointait déjà du doigt la duplicité des stratèges de Zongnanhai en dévoilant que les quantités réelles de charbon acheté à la Corée du Nord dépassaient de 100% et plus les quotas minimum autorisés par le comité des sanctions des Nations Unies. De quoi exposer la Chine à des sanctions juridiques extra-territoriales américaines en référence aussi à l'information du Wall Street Journal du 22 mars 2017 selon laquelle des intermédiaires chinois auraient pris une part active au piratage du compte de la Banque Centrale du Bangladesh via le système SWIFT, compte ouvert près la F.E.D de New York. Une manière de tester, une fois de plus, la détermination de Donald Trump et la nouvelle administration US laquelle se bornera à sanctionner une petite banque chinoise, Bank of Dandong (148ème au hit parade national). La dite banque est interdite d'accès aux marchés financiers US car ce serait elle qui serait le principal canal financier des programmes balistiques et nucléaires de la Corée du Nord (Les Échos du 3 juillet 2017). Informations à interpréter en n'oubliant pas que la première des minorités installées au Japon est coréenne. Une très importante minorité coréenne en nombre dite « Zainichi » puisque forte de

800000 membres (35% ont la nationalité japonaise), essentiellement regroupée sur Osaka. A l'évidence, elle est devenue sécuritaire tant pour les autorités nipponnes puisque à la fois marginalisée sinon ostracisée (référence à la milice nationaliste japonaise dite « Zaitokukai ») qu'américaines pour cause de « communautarisme militant ». De fait, une partie non négligeable revendique ouvertement son attachement au régime nord coréen via le collectif « Sôren » ce que beaucoup d'observateurs semblent ignorer. D'ailleurs, 40000 zainichi sont porteurs de passeports de la Corée du Nord. L'association concurrente, le « Mindan », est largement majoritaire près les coréens du Japon. Elle est réputée proche de Séoul. Les « zainichi » disposent de leur propre système éducatif (« chôsen gakkô ») et universitaire, de leurs banques voire de leurs propres entreprises dont des cercles de jeux très lucratifs (source : Le Monde du 4 mars 2017). A apprécier dans le cadre de la nouvelle loi sécuritaire adoptée par la Diète le 14 juin 2017....sans oublier le traité d'amitié et de défense mutuelle qui lie la Corée du Nord (R.P.C.K) à la Chine depuis 1961, traité qui devrait être reconduit en 2021.

## **LES AMBITIONS ULTRAMARINES DE LA CHINE**

En outre et depuis peu, la Chine cherche à installer des **bases militaires ultra marines**. **Celle d'Obok à Djibouti** est la toute première base militaire chinoise permanente à l'étranger et le premier maillon important OBOR . Pas plus de 2000 militaires ni base aérienne pour l'instant ce qui limite les capacités de projection intracontinentale. Une base adossée à des installations portuaires civiles, ou sensées l'être, comme la base militaire de **Doraleh** et la zone franche de « Djibouti ville » opérées par Dalian Port Corporation et Merchants Holding (14 Mds USD en investissements chinois). Et toujours le même modus operandi pour assujettir le gouvernement local avec, toutefois, quelques bémols eu égard au puzzle compliqué que constitue l'administration djiboutienne (références aux déboires de l'entreprise T.I.H.G de Shanghai et de son patron He Lie Hui / surpêche en zone protégée des chalutiers chinois). Toutefois, Pékin fait montre de patience d'autant qu'elle détient la majorité de la dette souveraine de Djibouti (plus de 80% du P.I.B soit une hausse de 100% depuis 2014) et cela ne relève en rien du hasard. Les chinois sont loin d'être des rêveurs et encore moins des consommateurs de Khat. Demain, Pékin se remboursera en nature quand le nouveau port de **Goubet** sera finalisé. Comprendre en sels de lithium du Lac Assal. Or, Djibouti est à la fois la vigie du Détroit de Bab Al Mandab (plus de 10% du transit de pétrole mondial) et la porte d'entrée de l'Afrique de l'Est, l'Éthiopie voisine étant l'une des plus importantes plate-formes commerciales de la Chine sur le continent africain. Une ligne de chemin de fer construite par les chinois de CCECC devrait relier directement Addis-Abeba à Djibouti, l'un des poumons des échanges sino-africains. Sa relation privilégiée avec Addis-Abeba n'empêche pas Pékin d'entretenir des liens « limite incestueux » avec l'ennemi héréditaire, l'Érythrée. Résultat : une nouveau point stratégique avec la concession chinoise du port de **Massaoua** (en discussions). Et une de plus. De fait, la Chine a déjà un pied dans la future méga zone de libre-échange de taille XXL de l'Afrique australe et de l'Est ( E.A.C + C.O.M.E.S.A) dont le principe avait été adopté lors du Sommet de l'Union Africaine du 16 juin 2015 à Johannesburg à couvert du projet dit « **Agenda 2023** ». Djibouti où la France est en nette perte de vitesse et ce, même si elle entretient un contingent militaire in situ tout comme, au demeurant, américains et japonais. . .Des japonais d'autant plus inquiets que ce nouveau maillon fort des routes de la soie voit passer au large des cotes de Djibouti quelques 10% de la conteneurisation à destination de l'Empire du Soleil Levant. Force est de constater, en l'espace d'une décennie seulement, l'apparition de métastases chinoises planifiées en des endroits stratégiques « hors pairs » qui seront autant de point d'encrages des forces de projections lointaines de l'Empire du Milieu : Djibouti ; Gwadar (Pakistan) et Kuantan (Malaisie) sans oublier les « facilités » obtenues aux Seychelles, Sri Lanka, Maldives et Birmanie. . . Et ce n'est pas tout. « A deux pas de Djibouti », les Émirats Arabes Unis (E.A.U), via la société Dubaï Ports World, ont fait main basse en 2016, par contrat avec le **Somaliland**, sur les installations portuaires de **Berbera** ainsi que toutes facilités pour construire une base aérienne militaire dans la périphérie immédiate dudit port. Elle vient en doublure de l'autre base portuaire et militaire stratégique des E.A.U installée sur la Mer Rouge à **Assab** en Érythrée, l'ennemi héréditaire de l'Éthiopie. Pour mémoire, le Somaliland s'est déclaré unilatéralement indépendant de la Somalie en 1991 sans pour autant obtenir la reconnaissance internationale . . . sauf, peut-être, celle informelle du **C.C.G.P** (Conseil de Coopération du Golfe



Persique). D'où un second accès maritime pour l'Éthiopie, et donc les compagnies chinoises, en doublure de Djibouti. . . **D'ailleurs, « le continent africain risque de devenir une colonie chinoise »**. Ce n'est pas moi qui l'affirme mais le président du Parlement européen, **Antonio Tajani** lors d'une interview donnée au quotidien allemand Die Welt (29 mars 2017). Quelques 4000 chinois seraient installés à demeure. Et, au final, quelque chose qui s'apparente à la politique des comptoirs pratiquée par la Compagnie des Indes au XVIIIème siècle.

Voilà une montée en puissance qui ne peut laisser indifférent un monde occidental à portée des missiles non seulement de la Chine mais aussi de la Corée du Nord. De fait, la volonté de Donald Trump de se rapprocher de la Russie n'était pas forcément une bonne nouvelle pour le président chinois, Xi Jinping. Sauf que l'initiative américano-russe semble avoir pris « du plomb dans l'aile », tout juste passé le cap des 100 jours « aux affaires », avec à la clé une menace sérieuse quoique improbable « d'impeachment ». Par ailleurs, il me paraît évident que Pékin ne pourra jamais se lancer dans un conflit majeur avec les États-Unis et/ou le Japon voire l'Inde sans avoir consolidé son assise régionale. En clair, une « reconquête » de Taïwan, incluant l'hypothèse militaire, d'où le caractère fondamental du principe du « **One China** » que semblait vouloir remettre en cause le président Trump avant sa prise de fonction officielle le 20 janvier 2017 sans oublier le **Taiwan Relation Act** du 28 février 1979 (HR 2479) en référence à la conversation téléphonique du 3 décembre 2016 entre Donald Trump et la présidente élue de Taïwan, Tsai Ing-wen. Sans parler, bien sûr, du contentieux sino-japonais des « îles Diaoyutai / Senkaku-shoto », rail direct et incontournable vers l'océan Pacifique pour la flotte militaire comme commerciale de la Chine sans compter les ressources halieutiques et fossiles de la zone.

### **CHINE ET ASIE DU SUD : l'Océan Indien, le nouveau Far-West chinois**

Ce disant, le global trends 2017 du **N.I.C (National Intelligence Council)** souligne que le danger le plus immédiat pour la Chine vient de l'Asie du Sud, de son voisin et rival indien qui lui aussi monte en puissance tant au plan économique que militaire. Membre fondateur avec la Chine des BRICS et de la B.A.I.I, la banque d'investissements en infrastructures rivale de la Banque Asiatique de Développement pilotée en binôme par américains et japonais, **l'Inde est devenue le rival régional N°1 de Pékin** à tous points de vue :

\***Au plan démographique**, la population de la fédération indienne dépassera celle de la Chine en 2022 d'où l'abandon en 2015 de la politique de l'enfant unique par la Chine, une politique désastreuse eu égard au vieillissement de sa population mais aussi au célibat forcé de plus de 20 millions de mâles de la tranche des 18/34 ans. Et justement, le N.I.C de préciser que Pékin peut se permettre dans un conflit régional élargi avec l'Inde de sacrifier ces laissés pour compte de dénatalité.

\***Au plan économique**, le dumping salarial et qualitatif du travail joue à présent en faveur de l'Inde aux dépens de son voisin chinois, délocalisations obligent. Mais pas seulement. En effet, en association avec le Japon, New Delhi vient de lancer un contre-projet aux routes de la soie chinoises en direction de l'Afrique via Djibouti et de l'Asie via le Myanmar et le port de Sittwe. Objectif : « une région Inde-Pacifique « libre et ouverte ». Traduire contrant les initiatives impérialistes de la Chine. Cette initiative indo-japonaise a été lancée en mai 2017 à Ahmedabad : c'est l' **A.A.G.C pour Asia Africa Growth Corridor**. Ce corridor de la croissance est aussi appelé « **Route de la liberté** ». Un projet aux antipodes des routes de la soie car il met l'accent sur le développement durable plutôt que le commerce et l'endettement imposé. En outre, il s'appuie sur les « rails maritimes » à faible empreinte carbonée. . . Affaire à suivre . . . avec la plus grande attention. . . Il va de soi que l'idée n'est pas exempte d'arrière-pensées d'ordre militaire, l'armée japonaise étant déjà présente à Djibouti. . .

\***Au plan militaire** surtout, New Delhi est une puissance nucléaire qui n'a jamais signé les traités de non prolifération (T.N.P). Pas plus que la Chine d'ailleurs. Elle dispose d'une industrie militaro-industrielle très compétitive y compris dans le domaine de la balistique et de l'espace. C'est ainsi qu'en 2016, l'Inde a livré au Vietnam des missiles sol-air et mer-mer capables de défier les systèmes de contre-mesures

chinois et elle dispose d'un tout nouveau missile longue portée de type Mer-Sol, le K-4, un SLMB susceptible d'atteindre Pékin. Or, le système anti missile balistique chinois du futur dit HQ-26 n'est pas encore opérationnel. Ambiance !!!

Des livraisons indiennes qui venaient en représailles suite à l'aide militaire chinoise directe et massive au Pakistan via la partie du Cachemire revendiquée par les deux partis. Une guerre par substitution » qui dure depuis des années et mobilise partie de l'armée indienne. Ne pas oublier le fameux corridor stratégique sino-pakistanaï dit **C.P.E.C** et son **débouché portuaire de Gwadar** sur l'Océan Indien, partie de la route de la soie (OBOR) sur laquelle pèse donc la menace indienne. Situation d'autant plus ambiguë que l'Inde et le Pakistan sont, depuis le 9 juin 2017, membres à part entière de l' **O.C.S**, l'Organisation de Coopération de Shanghai. En clair, quelque chose

comme une OTAN pan asiatique cornaquée par la Chine et la Russie. . . Situation cocasse dans le cadre des différents territoriaux directs sino-indiens. A ce propos et selon son habituelle **politique du « fait accompli »** la Chine avait annexé deux régions indiennes de l'Himalaya depuis le 30 novembre 1962 à savoir l'Aksaï Chin et le Gilgit Baltistan et elle aurait annexé la province indienne de l'Arunachal Pradesh, qu'elle appelle le « Tibet du Sud » et qu'elle revendique toujours, s'il n'y avait eu l'ultimatum de l'Union Soviétique (U.R.S.S), devenue fédération de Russie depuis 1990, l'autre bon allié de New Delhi encore aujourd'hui. Bien noter que le CEPC passe par le **Gilgit Baltistan**, toujours revendiqué par New Delhi. Un cordon ombilical stratégique à la fois routier et ferroviaire mais doublé d'un réseau enterré de fibres optiques, de tuyaux énergétiques (gaz et pétrole) et jalonné de Zones Économiques spéciales de type E.Z.F. Et en route vers un assujettissement du Pakistan via une offensive financière dans et autour du CEPC (61 Mds USD au bas mot/ OPA de Pékin via Shanghai Electric Power sur K-ELECTRIC ou rachat d'une partie de la Bourse du Pakistan en 2016). Du cousu main et les chinois savent faire. De fait, Pékin maintient sa pression militaire sur les hauts himalayens au Cachemire via le **Pakistan** mais aussi au **Népal** à couvert d'un partenariat d'assistance et de formation des troupes locales sans parler des incidents récents sur le plateau du Doklam sur lequel l'armée chinoise est en train d'édifier une route stratégique pour elle mais extrêmement dangereuse pour l'Inde. Une stratégie régionale selon la tactique du salami pour reprendre les propos du C.E.M.A indien, le Général Bipin Rawat. Des « manips » répétitives de la Chine qui ne trompent personne quant aux objectifs réels sans parler du partenariat militaro-industriel avec le **Bangladesh** et ce n'est que la partie émergée du jeu chinois dans le sous-continent indien. En effet, dispose d'un autre moyen de pression hautement sécuritaire pour l'ensemble du sous-continent indien : **la gestion du château d'eau himalayen** en forme de détournements et de restrictions modulées . . .et pas forcément en fonction des besoins spécifiques de la Chine . . . Affaire à suivre . . . d'autant que sont tout aussi concernés par les projets chinois « d'aménagement » du bassin du haut Mékong les pays membres du **M.C.R pour Mékong River Commission**. La guerre asiatique sera celle de l'eau et de la sécurité alimentaire. .

. Ceci dit, l'actuel premier ministre indien, **Narendra Modi** alias « **NaMo** », un nationaliste pragmatique (B.J.P/ R.S.S), multiplie les **partenariats stratégiques** avec les ennemis potentiels de la Chine à commencer par le Japon et le Vietnam. Et, dernièrement, avec le **Bouthan** auquel l'Inde est liée par une alliance dont militaire. Or comme déjà dit, depuis juin 2017, c'est la face à face entre les deux armées, chinoise et indienne, dans la zone de Donglang où les chinois construisent une route stratégique laquelle, par hasard, couperait New Delhi l'Arunachal Pradesh du reste de la fédération indienne. Un casus belli sur fond de guerre médiatique sino-indienne. . .

De fait, Washington pourrait jouer la carte de l'Inde et ce, d'autant que la fédération indienne est le plus grand pays musulman au monde, après l'Indonésie et le Pakistan, ce qui implique des problèmes sécuritaires internes comme externes en référence aux attentats de New Delhi et de Mombaï (ex Bombay) pilotés du Pakistan voisin. Ne pas oublier que le premier cercle du Président Trump est très pro-israélien. Or, de longue date (1975) **Israël** entretient un partenariat militaro-technique et sécuritaire renforcé avec New Delhi. Peut-être, le plus important pour Israël, exception faite de « la relation très spéciale » avec les États-Unis qui, elle, est vitale pour l'État hébreu. Un partenariat doublé d'un accord de libre-échange ALE/FTA (2012) ce qui pourrait avoir un effet facilitateur sur un rapprochement avec Washington . Une hypothèse qui tient la route dans la mesure où l'axe New Delhi et Tel-Aviv cultive une relation d'exception ,y compris et surtout aux États-Unis via le **Caucus India (A.I.P.A.C/ A.J.C / U.S.I.N.P.A.C)**, un puissant lobby israélo-indien agissant de concert. Bref, une alliance que

d'aucuns nomment « l'axe du bien » ce qui sous-entend l'existence d'un « axe du mal ». Parler plutôt d'un « **partenariat stratégique global** » voire même d'**Alliance Brahmano-Talmudique** (G.Jaffer / Regional studies /2002). En effet, le partenariat concerne autant les volets économiques (accords F.T.A/ fourniture de gaz du bassin levantin par Israël) que sécuritaire (cyber intelligence / terrorisme) et militaire (Israël est le second fournisseur de systèmes d'armes de l'Inde /« concept de bouclier technologique » / « joint working group » et « India Institute for Strategic Policy U.S.I.I.S.P , tous in solidum engagés dans la lutte contre la nébuleuse fondamentaliste radicale en Asie... ) . . . . Jusque dans les domaines les plus sensibles (guerre N.B.C, technologies duales, R&D, balistique et donc spatial : technologie des nano satellites . . . ). **Bref, une coopération qui masque à peine le message et il est régional. Entendre que la cible est aussi le Pakistan et sa « bombe islamique » . . .** Somme toute, ne jamais oublier, et cela a son importance, que New Delhi a toujours entretenu des liens étroits et anciens avec Téhéran et Moscou cependant que Pékin nouait des liens étroits avec le Sri Lanka, la Birmanie, les Maldives et, au-delà, les Seychelles en vue de facilités portuaires pour sa flotte de projection. . . . Parler plutôt « **d'ambiguïté calculée et partagée** » de la part des indiens comme des chinois. Toutes choses au sens large qui expliquent pourquoi les analystes américains du N.I.C n'écartent pas l'hypothèse d'une guerre sino-indienne à l'initiative de Pékin. Se pourrait être à l'occasion d'un détournement des fleuves sacrés, Brahmapoutre notamment, sur le versant chinois du Tibet par les ingénieurs hydrauliques chinois. En effet, le château d'eau himalayen est un enjeu stratégique vital pour les pays d'aval à commencer par l'Inde....Affaire à suivre . . . .

Tel est le cliché géopolitique de ce début 2017, celui de l'année du coq de feu. Or, selon AsiaFlash, le célèbre guide la voyance chinoise, le trait le plus saillant du signe du coq sera une conjoncture économique difficile tant au plan national qu'international. D'autant plus prophétique que la couleur attachée au signe du coq n'est autre que le jaune doré ce qui n'est pas sans vous rappeler sûrement celle de la chevelure du prestigieux locataire de la Maison Blanche. Le chinois serait-il blagueur ?

## **LES NOUVEAUX ENJEUX ET LA REPONSE OCCIDENTALE**

Première économie du monde depuis 2014, quinze ans à peine après avoir rejoint le cénacle multilatéral de l' O.M.C / W.T.O, la Chine est devenue en quelques années la seconde puissance militaire selon le très sérieux Jane's institute. Sauf accident intercurrent , elle devrait accéder au rang de première puissance mondiale à l'horizon 2050. Trop vite de mon point de vue pour ne pas y voir une stratégie planifiée de longue date pleinement et parfaitement assumée par les stratèges de Zongnanhai. La preuve aussi que le régime autocratique chinois qui a largement bénéficié des largesses occidentales (I.D.E et délocalisations en Chine / facilités d'accès marchés européens et américains ...) a détourné les bienfaits de la prospérité économique inhérente à des fins de puissance militaire et de conquêtes hégémoniques (Himalaya/ Mer de Chine Méridionale mais aussi orientale). L'un ne va pas sans l'autre. Y voir surtout une menace plus grave, hautement sécuritaire, celle que sous le masque trompeur de la « mondialisation heureuse » chère à Alain Minc et ses amis, ne se profile un tout autre danger. En effet, tous les ingrédients sont là pour rappeler qu'un dérapage guerrier majeur, régional ou planétaire, n'est plus à exclure d'autant que Pékin dispose à présent d'une capacité non négligeable de **projection de puissance**. Les lignes de tensions géopolitiques vont très sérieusement bouger à en croire le très sérieux rapport du National Intelligence Council (N.I.C) du 9 janvier 2017 (global trends for the incoming five years) qui détaille les menaces pendantes ou en devenir. De quoi remettre en question la doctrine d'emploi des forces tout autant que les moyens d'éviter le pire. Comme le rappelait récemment l'ex Chef d'État Major des Armées françaises (C.E.M.A), le Général Pierre de Villiers : « Si tu veux la paix , prépare la guerre ». Or, la course aux armements est surtout effective en Asie. De ce point de vue, les nations occidentales semblent avoir pris la mesure du danger mais tardivement. Est-il utile de rappeler que **la France**, de par ses possessions dans le Pacifique Sud (Tahiti et dépendances, Wallis et Futuna, Nouvelle-Calédonie .

. . .), dispose d'une immense Zone Économique Exclusive (Z.E.E) alors qu'elle n'est pas membre de droit de l' A.P.E.C, pas même en qualité d'observateur. Pour mémoire, le Livre Blanc français de la Défense de mai 2013 ne manquait de préciser, je cite : « La France assume pleinement ses responsabilités de puissance politique et maritime dans le Pacifique ». Entendez, militaires aussi à un moment où la Chine appuie toutes les résolutions onusiennes appelant à l'indépendance des possessions françaises dans le Pacifique. Dans le contexte, en octobre 2017, la frégate française, « l'Auvergne », a effectué une mission inédite dans les Îles Spratleys et Paracels, une pleine « Marum nostrum » de la Chine. I como no !!! A ce titre, il importe de savoir que la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française sont membres observateurs du F.I.P/F/I/C (Forum du Pacifique Sud) et ce, depuis 2006. A rapprocher des propos de Richard Marles, un ancien Secrétaire d'État australien pour le Pacifique, lors de son passage à Paris le 5 septembre 2012. Je cite : « La France est une nation de l'Océan Pacifique et il est important qu'elle continue à jouer son rôle, précieux à nos yeux... » (L'Express N° 3193). Référence discrète à l'accord de partenariat stratégique formalisé avec Paris quelques mois auparavant. Un accord franco-australien qui venait compléter l'accord tripartite associant la Nouvelle-Zélande dit **Accords Franz de 1992**. Canberra a pris la mesure de la duplicité régionale de La Chine en renforçant son budget défense en conséquences mais doit composer avec ses propres lobbies miniers, très liés pour ne pas dire très dépendants de la Chine

...  
En outre, depuis l'accession à la présidence des États-Unis du très atypique et surtout inexpérimenté Donald Trump, aucune hypothèse n'est à exclure, même la pire. Déjà, le retrait unilatéral des États-Unis du traité de libre-échange de l'Asie-Pacifique (**T.P.P**) par décret du 21 janvier 2017 (« executive order ») sonne pour ses alliés régionaux de l'Australie au Japon comme une désertion en rase campagne en même temps qu'un renoncement au « soft power » US dans une région clé pour les équilibres du monde de demain. En effet, ce méga traité commercial et surtout normatif était l'une des clés de la stratégie dite du pivot de Barack Obama laquelle s'inscrivait dans une logique d'endiguement (« containment ») de la Chine dans son propre pré-carré. Aujourd'hui, sa suppression laisse le champ libre à Pékin et à sa propre déclinaison du libre-échange régional, excluant Washington, le **RCEP** voire le futur **F.T.A.A.P** sur la base de l' A.P.E.C. Mieux, le président Xi Jinping s'est posé en champion de la mondialisation et du libre-échange lors du 47ème Forum de Davos en janvier 2017 cependant que, dans le même temps, ses services accentuaient la répression sur les opposants potentiels et restreignait la liberté de parole et de conscience. Par ailleurs, il importe de savoir que, de nos jours, il serait aberrant de faire le distinguo entre l'intelligence économique, financière voire militaire. Elle est devenue globale. Somme toute, peut-être faut-il comprendre que le nouveau locataire de la Maison Blanche préfère adopter une autre stratégie vis-à-vis de la Chine qu'il avait clairement désigné dans ses fameux Tweets comme **l'ennemi prioritaire**. . .

avant de se raviser. Peut-être une alternative commerciale sous la forme de mesures protectionnistes drastiques c'est-à-dire allant au-delà des règles dites A.D (anti-dumping) voire ADPIC Plus de l'organisation multilatérale (OMC/WTO) adossées à des accords de partenariats économiques bilatéraux (APE(s)). Noter que très récemment (fin décembre 2016), l'Union Européenne a relevé de manière très significative ses taxes sur les importations chinoises, d'acier notamment, sans que cela émeuve particulièrement Pékin au-delà d'une protestation de principe.

L'administration Trump suivra sans trop gêner Pékin outre mesures. En effet, les chinois sont des experts en protectionnisme et, tout particulièrement dans celui dit des barrières non tarifaires (B.N.T)...Attendre et voir...Par ailleurs, Donald Trump et ses conseillers ont clairement fait savoir qu'ils n'accepteraient pas la « **poldérisation** » des îles **Spratleys et Paracels** dont la militarisation permet aux chinois un contrôle régalien sur les rails maritimes et aériens stratégiques de la Mer de Chine Méridionale. Certains points d'appuis des Spratleys (Woody Island. . .) disposent déjà de pistes d'aviation et de systèmes de défense aérienne très sophistiqués, les C.I.W.S et autres Sams HQ-9. Ils sont relayés, dans un rayon pas très lointain, par des bases informelles comme **le port australien de Darwin** dont l'opérateur est une entreprise chinoise, **Landbridge**, réputée très proche du renseignement de l'armée chinoise, l'**A.P.L2** et surtout du **Quingbaouju** (bail emphytéotique de 99 ans). Doublement fâcheux. En effet, non seulement

Darwin est l'un des points d'appuis opérationnels de la **M.A.G.T.F ( US Marine Air Ground Task Force)** mais, de surcroît, plus de 60% du commerce australien passe par la Mer de Chine Méridionale (économie bleue et ses rails containerisés). . . et 80% de celui du Japon et de la Corée du Sud passe par le Déroit de Malacca. . . A ce titre, bien comprendre que **l'Australie est l'un des points faibles du dispositif allié** car , longtemps, très peu vigilant sur les investissements chinois in situ (affaire de Kidman Station qui représente 2,5% des terres agricoles de l'île-continent et autres soit-disant « resorts » sur les îles de la barrière de corail). En outre, le secteur minier australien qui représentait 5,6% du P.I.B/G.D.P et 35% des exportations de l'Australie est réputé très « sino-dépendant », limite sécuritaire. Pour preuve, l' O.P.A réussie fin juin 2017 du chinois Yancoal sur les mines de charbon australiennes de Rio Tinto, celle de la Hunter Valley, malgré la surenchère du suisse Glencore. Édifiant ! Mais c'est surtout l'implication de Pékin (Beijing) dans le décisionnel politique australien, une révélation du média « The Australian » de septembre 2016, qui pose problème en termes d'ingérences pour ne pas dire plus. Outre « l'outsourcing » financier, les cyber intrusions et les opérations d'intelligence politique et économique, via ses **agents d'influence** (Huang Xiangmo et Chau Chak wing) et autres « **poissons des grands fonds** » selon la dialectique chinoise comme le sénateur australien Sam Dastyari , ne pas oublier **l'outsourcing ethnique planifié**, l'une des recettes habituelles de Zongnanhai à couvert d'études ou de commerce. Les chinois représentaient en chiffres officiels 4% de la population australienne soit plus d'un million mais il faut compter sur la multitude « d'illégaux organisés » qui seront un jour légalisés. Le manque de vigilance des responsables politiques australiens était patent durant la dernière décennie. D'où la décision logique et déterminée du gouvernement de Malcom Turnbull d'augmenter de manière très significative son « budget défense » ( de 25 Mds USD en 2016 à un prévisionnel de 43 Mds USD à l'horizon 2026). Un problème australien qui reste encore à ce jour sécuritaire non seulement pour les États-Unis mais surtout pour l'ensemble de leurs alliés régionaux (Nouvelle-Zélande/ Japon et Corée du Sud). Si le **Pacte de l' Anzus (1951)** et la participation de Canberra au renseignement partagé de « **Five Eyes** » ne sont pas contestés par Washington, en revanche Pékin profite des maladresses et des erreurs d'un Donald Trump à la ramasse pour pousser fermement ses pions et tenter de détacher Canberra de son allié américain. . . Avec quelques succès eu égard au nombre de responsables politiques australiens jusqu'au plus niveau décisionnel corrompus par les agents de Pékin (Beijing). Une infiltration à ce point inquiétante que le patron du renseignement australien, l' **A.S.I.O**, le major général **Duncan Lewis**, a été obligé d'alerter le Parlement car l'action souterraine de la Chine, je cite ... « d'un niveau sans précédent »... « est de nature à potentiellement causer un sérieux préjudice à la souveraineté de la nation australienne ». Fin de citation pour une mise en garde inédite . . .et non suivie d'effets. Pour preuve, le piratage informatique via un outil dit « China Chopper » (traduire « hélicoptère chinois » de données sensibles sur l'avion de combat F 35 en octobre 2017. . Dont acte !!!

Or, une réaction significative de Washington en Mer de Chine Méridionale pouvait s'inscrire dans la logique d'un discours très ferme du président Trump, avant et après son élection. . . Sauf que la « menace nucléaire » et la « crise des missiles » déclenchée par « **l'agité de Pyongyang** » tombe à un moment trop opportun pour ne pas y voir une manipulation des « stratèges chinois de Zongnanhai ». A l'exclusion du militaire, difficilement imaginable dans le contexte actuel des sept opérations militaires extérieures (OPEX) de nos amis et alliés américains, opérations en cours en Afghanistan, Irak, Syrie, Libye, Somalie et Yémen voire dans la bande sahélo-sahélienne (B.S.S), je pense que Donald Trump va jouer sa crédibilité et celle, plus grave, des États-Unis en Asie-Pacifique voire au-delà en référence à la remise en cause du statut de Jérusalem (transfert de l'Ambassade des États-Unis) et à la remise en cause du Traité de Lausanne sur le nucléaire iranien et ce, à un moment inopportun. C'est le moins qu'on puisse dire. A ce titre, la démission du conseiller à la sécurité, le général Michael Flynn, à couvert, sans rire, du **Logan Act de 1799** et ce, moins d'un mois après sa prise de fonction, n'est que la conséquence, somme toute inquiétante, d'un grave déficit de cohésion sinon de cohérence au plus haut du système décisionnel des États-Unis. Une opinion toute personnelle mais frappée au coin du bon sens : Michael Flynn aurait été « dégagé », selon la formule médiatique très tendance, pour ses divergences sur la question iranienne que je n'en serais pas étonné. Ceci dit, d'autres devraient suivre. . . Toutes choses de nature à conforter la politique de « **pénétration insidieuse et organisée** » de la Chine au cœur de la chasse gardée des États-Unis, le pré-carré latino-américain( le fameux « collier de perles » stratégique en forme

de « cadena de las americas »). Une politique chinoise qui bénéficie pleinement de l'effet facilitateur induit par la dialectique « hors-normes » sinon inconsiderée de Donald Trump. Résultat : un « **surge anti-gringo** » d'un bout à l'autre du continent sud-américain qui vient annihiler les avancées générées par la politique d'ouverture de Barack Obama. Et en particulier au **Mexique** où elle a déjà mis plus qu'un pied puisque elle était déjà en 2016 son troisième partenaire commercial. « Du pain béni pour les stratèges de Zongnanhai ». Savoir, toutefois, que l'infiltration chinoise en Amérique latine n'est pas nouvelle. Dans les années 80 et sous l'impulsion du gouvernement chinois de l'époque, elle s'était brutalement accrue, notamment à partir des « **paradis bolivariens** » et ce, justement, parce que ces pays étaient considérés, à juste titre, comme « hors emprise américaine » sinon quasiment hostiles à Washington. Et un exemple que je connais bien, **le Surinam** (ex Guyane hollandaise), qui a vu sa population chinoise s'élever à plus de 15% en moins de trente ans (vente de milliers de passeports via le ministère des Affaires Étrangères / corruption / etc. . .). A méditer !!! Ce n'est plus « Trump le Magnifique » mais « Dévastator » eu égard aux erreurs et fautes diplomatiques commises en l'espace de quelques jours et pas seulement en Asie-Pacifique. . . Référence à la charge à la hussarde contre l'Union Européenne . . .et l'OTAN qualifiée « d'obsolète ». . .

Pour l'heure, force est de constater que la crédibilité de Donald Trump est rudement mise à l'épreuve par ses « partenaires autocratiques » à commencer par Xi Jinping et Vladimir Poutine. En effet, il me paraît logique de penser que ce dernier est à l'origine du « réchauffement » brutal autant que circonstanciel des opérations militaires dans le Donbass (Ukraine). Il avait éludé une demande alliée d'exercer son influence sur ses amis de la « province rebelle », requête effectuée lors du **NATO-Russia Council (N.C.R)** du 19 décembre 2016 suite à un niveau record de violations comptabilisées par les observateurs de l' O.S.C.E. Une méthode opportuniste mais efficace de faire bouger les « lignes diplomatiques » en référence aux **accords de Minsk 2** (février 2015) et ce, d'autant que le Kremlin a en rajouté une couche sous la forme d'un oukase en date du 18 février 2017 par lequel la Russie reconnaît tous les papiers officiels délivrés par les micro républiques de Donesk (R.P.D) et de Lougansk (R.P.L) à savoir passeports, actes de mariages, permis de conduire...Bref, toutes choses qui s'apparentent à des actes de souveraineté dans le registre duquel Moscou a déjà beaucoup pêché (Transnistrie/ Abkhazie, Ossétie du Sud...). Bien noter que la piqûre de rappel du Donbass intervient à un moment où la Commission Défense du Congrès fait pression sur le nouvel exécutif pour renforcer la coopération militaire avec Kiev. Un grand écart entre l'exécutif US et sa représentation parlementaire de nature à irriter l'hôte du Kremlin d'où sa réaction. Difficile de ne pas faire le rapprochement avec la cyber intrusion majeure et concomitante dans les systèmes les plus sensibles des Pays-Bas et de la Norvège, pilier nord de l'OTAN (affaires étrangères, défense et « intelligence ») par le groupe de hackers étatiques dit **APT 29** dont les liens avec Moscou et ses services sont bien connus. Sans oublier la provocation aérienne de la chasse russe du 10 février 2017 en Mer Noire à l'encontre du destroyer USS Porter. Des tests « grandeur nature » suivis de « répliques collatérales » sous la forme d'essais de missiles balistiques à « longue portée » (diplomatie s'entend) par **l'Iran** (accords de Lausanne sur le nucléaire iranien du 14 juillet 2015) et la **Corée du Nord** avec Kim Jong-un à la manœuvre, le triste guignol de Pékin (référence : elle est chinoise et concerne la souveraineté sur les îles Senkaku / Diaoyu). « L'apprenti pompier » Trump » est au pied de l'échelle. Reste à se demander si elle sera assez longue et appropriée pour éteindre ces multiples incendies. Sans rire !!!

Somme toute, force est de constater que Trump n'est plus le pyromane que l'on croyait, tout au moins dans « l'espace asiatique » . L'apprentissage des finesses de ce bas monde, peut-être, ou, plus sûrement , l'influence de ses conseillers militaires et diplomatiques. . . Enfin !!! Pour preuve, sa communication téléphonique du 9 février 2017 avec le président chinois Xi Jinping par laquelle il reconnaît, sans réserve aucune, le principe du « One China » sans parler de son engagement formel à une plus large coopération avec la Chine (Xinhua du 9 février 2017). Message réitéré depuis. . Sauf que, tel recul en forme de dédit présidentiel, a toutes les chances d'être interprété par l'autocratie chinoise comme une singulière marque de faiblesse et un

encouragement à des prises de gages additives dans la région asiatique plus significatives encore contre les intérêts occidentaux et américains en particulier. Sans parler des dégâts collatéraux en termes de **perte de crédibilité chez les alliés et / ou**

**partenaires traditionnels** des États-Unis dans la région à commencer par le Japon. Et ce, en dépit de « l'habillage médiatique » autour des rencontres officielles de Donald Trump avec le Premier ministre nippon, Shinzo Abe. Des rencontres au cours de laquelle l'attelage Trump /Abe manque pas de rappeler avec force et vigueur que l'alliance militaire américano-japonaise de 1951, renforcée le 19 janvier

1960 par le **Traité Mutuel de Sécurité (T.M.C.S** en anglais) couvrait clairement l'archipel des Senkaku, objet d'une contestation de souveraineté par la Chine . . . et la Corée du Nord . . .

Sauf que la veille de la conversation téléphonique du 9 février 2017, programmée de longue date entre les deux présidents, le chinois et l'américain, avait eu lieu un incident militaire pour le moins opportun puisqu'il s'est déroulé dans l'espace aérien international, en Mer de Chine Méridionale, . . . mais à moins de 12 miles des côtes

philippines et au-dessus du récif de Scarborough, occupé illégitimement par l'armée chinoise (APL2). L'avion de reconnaissance américain, un PC 3 Orion, a été obligé

de se dérouter sous la contrainte de la force aérienne chinoise (A.A.P du 8 février 2017). Incident renouvelé le 17 mai 2017 sur un mode encore plus grave et dans la même zone (interception « non professionnelle » d'un Boeing WC-135, appareil non

armé et non « embeded »). Cela s'appelle une « **perte de face** » dans une région où ce type « déficit attitude », militaire de surcroît, revêt un symbolique forte. . . A l'évidence, l'exotisme du verbe et le ridicule de la gestuelle du héraut du « America Great Again », un slogan emprunté à feu Ronald Reagan, n'impressionnent guère les

stratèges de Zongnanhai. Loin s'en faut à l'exemple des « tribulations océanes » du porte-avion, l'USS Carl Vinsson, et de son équipée guerrière, habituellement basés dans les eaux singapouriennes. Attendue très au Nord en Mer du Japon depuis le 12

avril, à l'appui de forces déclarations martiales de Donald Trump et son premier cercle, en réalité, l'escadre de la Navy avait été envoyée faire des ronds dans l'eau en plein milieu de l'Océan Indien à plus de 4000 km très au sud . . . c'est-à-dire dans la

direction opposée. . . Pour finalement rejoindre l'objectif, plus de trois semaines après, ...en évitant, bien sûr, de traverser les très contestés polders militarisés construits par Pékin en Mer de Chine Méridionale. Une occupation de facto des archipels des Spratleys, Paracels, Pratas et autre récif de Scarborough parfaitement

illégal, et donc non reconnue, en regard du droit international. Alors, Donald Trump, un « tigre de papier » ? En outre, point n'est besoin d'être prophète pour augurer de ce que seront les futures relations avec l'autre puissance autocratique, la Fédération de Russie mais ceci est une autre histoire. . .

Reste à savoir comment Donald Trump et son conseiller pour la Sécurité interpréteront **l'accord de coopération militaire signé le 16 juin 2016 entre la**

**Chine et les États-Unis** par l'administration Obama, un accord qualifié non sans malice « d'inattendu » par le média russe Rossiiskaïa Gazeta, relayé par Sputnik. Un accord qui autorisait même la Marine chinoise à participer avec la VI ème flotte US

aux manœuvres dites Pacific Rim. . . Sauf que ledit accord est de nature à remettre en question le principe d'utilisation des forces armées US en cas d'agression contre la Japon, la Corée du Sud voire, a fortiori, de Taïwan et donc les accords de

partenariat militaire passés avec les dits pays (T.M.C.S). . . En clair, savoir si la doctrine militaire US considère le Japon et consort comme de véritables alliés ou de

simples partenaires privilégiés. Une ambiguïté que Donald Trump n' a pas levé. Loin s'en faut malgré le « grand trek » asiatique des 17 et 18 mars dernier de Rex Tillerson, son diplomate en chef. Dans la région de l'Asie-Pacifique où les enjeux

sont globaux autant que militaires , financiers et/ou commerciaux la distingo mérite clarification. Pour l'heure et dans ce champ de mines diplomatiques autant

qu'économiques et militaires, tout porte à croire que Donald Trump se contente à présent de poser ses pas dans ceux de son prédécesseur. . . à quelques « erreurs de jeunesse » près dont la suppression du T.P.P, feu le méga accord normatif et commercial de l' Asie-Pacifique, . . . Avantage à la Chine et exit la politique de « containment ». . . Bien noter que les chinois ne sont pas les

seuls à tester la détermination affichée de Donald Trump. Référence à la tournée de trois mois en Mer de Chine Méridionale de l'un des deux fleurons de la marine nippone, le porte-hélicoptère JS Izumo (DDH 183) et ce, juste après la rencontre présidentielle sino-américaine en forme de « grande messe consensuelle » des 6 et 7 avril 2017. . . Pour info, un tel bâtiment de surface ne se déplace jamais sans « pare-feux de proximité » . . . y compris sous la surface même si la manip entre aussi dans le cadre « d'exercices conjoints » avec la Navy. En outre, il importe de savoir que le JS Izumo a valeur de porte-avion et donc de projection de puissance puisque conçu, au même titre que son doublon le Kaga, pour accueillir des avions multi rôles à décollage vertical du type F 35 B, produits par Lockheed Martin. . . .

De mon point de vue et , plus précisément en ce qui concerne le Nouvel Empire du Milieu, la guerre ne sera évidemment que **commerciale** avec l'Union Européenne en variable d'ajustement (dispositifs protectionnistes divers et variés/ accords A.P.E(s)...) mais pas seulement.

L'une des pistes de la nouvelle administration US sera , bien sûr, de tenter de réduire de manière drastique l'énorme déficit commercial des États-Unis

avec la Chine à couvert d'une loi calquée sur le **Smoot-Hawley Tariff Act du 17 juin 1930 (S.H.T.A)**, au risque de s'attirer les foudres de l'OMC/WTO. Une option sans

prise sur la détermination de Donald Trump qui envisage sérieusement de quitter l'organisation multilatérale voire pire, quoique moins sérieusement, de l' O.N.U en

référence à l'acte de restauration de la souveraineté américaine de 2017, une proposition de loi déposée par un collectif d'élus républicains du Congrès. Pour

mémoire, ce sont les États-Unis qui ont permis à la Chine de rejoindre l'OMC/ WTO

le 11 décembre 2001. Une erreur stratégique qui a permis à Pékin de devenir la première puissance économique en moins de 15 ans. Ces charges contre les

institutions internationales héritées de la seconde guerre mondiale (Bretton Woods) ont quelque chose de burlesque qui nous rappellent les fameux « moulins à vent » que décrivait un certain Cervantès. Y aurait-il du Don Quichotte chez Trump. . . Et fin de l'aparté.....

Pour en revenir au déficit de la balance commerciale pré cité, il dépassait largement la barre des 500 Mds USD l'an en 2015 et 2016. De quoi conforter les capacités

militaires de la Chine et ce, même si la baisse concomitante de la réserve de changes de la Banque Centrale de Chine semble indiquer sinon une fuite importante des capitaux tout au moins de fortes capitalisations voire des OPA(s) stratégiques menées par l'état chinois comme le rachat de pépites industrielles en occident (170 Mds USD

soient + 44% par rapport à 2015 dont 77 % dans l'Union Européenne d'après Le Figaro du 17 février 2017). Des acquisitions ciblées de nature à conforter le complexe

militaro-industriel du Nouvel Empire du Milieu en faisant main basse à moindre coût sur le nec le plus ultra des technologies duales. Et, le gouvernement chinois ne s'en

cache même pas. En effet, il vient d'annoncé un recadrage de sa politique en matière d' I.D.E(s). En clair, place aux O.P.A (s) stratégiques et exit les I.D.E(s) dites

« irrationnelles ». . Au grand dam du C.F.I.U.S, l'organisme fédéral américain en charge du contrôle des I.D.E (s) étrangères. . .

La confrontation sera aussi **financière** (inversion des flux d' investissements étrangers (I.D.E) vers les États-Unis pour peu que la F.E.D relève ses taux d'intérêts /

pour mémoire et selon l' Institute of International Finance I.I.F, la Chine a déjà connu une fuite record de capitaux en 2016). . . Sauf que, depuis l'arrivée de Trump au pouvoir, la Chine

a accéléré sa politique d'investissements à l'étranger mais pas seulement. Désormais, toutes les entreprises chinoises sont « en ordre de bataille » et c'est loin d'être une vue de l'esprit. En effet, **la**

**loi chinoise impose à toutes les sociétés commerciales chinoises d'intégrer dans leurs statuts le fait qu'elles sont « au service du parti ( P.C.C) »**.

Façon de montrer du doigt la niaiserie collective de l'O.M.C et, singulièrement, de la Commission Exécutive dans sa politique « d'évitement-maintien » du statut très discuté d'Économie de Marché ( S.E.M) à la Chine.

Seuls, les États-Unis ne sont pas tombés dans piège grossier. . . Et pourtant, ce ne sont pas les moyens de pression déployés par Pékin qui font défaut. . Pour preuve : la Banque Centrale chinoise a procédé en juin 2017 à des achats massifs de bonds du trésor US (« T-Bonds ») alors

que Washington voit sa dette souveraine crever le plafond symbolique des 20000 Mds USD en septembre 2017. Bonjour le « shutdown » mais nous entrerions dans le domaine du pire si Beijing

s'avisait à « relarguer » massivement ses bonds du Trésor US. Pour mémo, les bons du Trésor US avaient pris entre 4 et 8 points dans les situations de « shutdown » de 2011 et 2013. En clair, le



coût de l'endettement US avait augmenté, chose que la Banque Centrale de Chine n'ignore pas. Les conséquences seraient catastrophiques en forme sinon de défaut de paiement tout au moins de reports tout aussi « dévalorisants » pour la crédibilité américaine. Néanmoins le CFIUS fait bonne garde pour contrer les OPA(s) stratégiques de Pékin cependant que l'UE28-1 est encore à la traîne. Noter au passage que les deux bases avancées de la même stratégie chinoise au niveau de l'Europe sont le Luxembourg et Londres. . . Affaire à suivre ....Et bien nous en sommes là aujourd'hui. . . Du point de vue financier, Xi Jinping tient fermement le « grand blond » par la crinière . . .

Confrontation **monétaire** aussi (« dévaluation compétitive » et accords de swaps de devises pour les chinois, la « guerre des changes » quoi !). A ce titre, force est de constater que la cible de Pékin est le dollar USD dont elle conteste de plus en plus la primauté notamment dans ses grands contrats énergétiques passés avec la Russie, l'Iran et quelques autres , contrats libellés non en dollars USD mais en Yuan RMB . . .

Côté **juridique** , en référence à la potentialité extraterritoriale d'une batterie de lois américaines taillées sur mesure, les menaces américaines ne semblent pas impressionner les chinois. Quant au **terrain diplomatique** et, en particulier, au devenir des sanctions américaines, nous devrions être fixés sur les véritables intentions de la Maison Blanche dans les semaines à venir. Et bien, et contre toute attente, le tonitruant Trump n'a de cesse de multiplier les amabilités en direction de Zongnanhai et de Xi Jinping ...En clair, une politique en dents de scie (« hedging policy ») difficile à décrypter sinon manquant de visibilité. Un signe de faiblesse pour les chinois. . .

**En premier lieu sur le plan commercial** via un accord bilatéral sur le gaz , la viande bovine (décision déjà actée en septembre 2016 par l'administration Obama), accords compensés par l'autorisation des systèmes de paiement US en Chine (Visa / Mastercard) sauf que l' ORD de l'OMC venait de régler ce contentieux au profit de Washington et surtout en levant les interdits d'antan . . . Et dire que Trump « le flamboyant » envisageait très sérieusement de quitter l' O.M.C via une « back door juridique », la procédure dite « Three Strikes » (réserve du Congrès : 1995) adossée à un blocage des nominations des juges de « l'organe d'appel » de l'O.R.D. Quant à ses rudes propos sur le dumping monétaire chinois, force est de constater qu'il ne font plus partie du bréviaire présidentiel depuis la rencontre de Miami avec

Xi Jinping. D'ailleurs et pour info, le 28 septembre 2010, le Congrès des États-Unis avait voté à une très large majorité une loi sensée pénaliser les pays sous-évaluant leurs devises à fins commerciales. Avec, dans le viseur, Pékin et son RMB . . .sauf qu'elle ne pût être appliquée car en contravention des règlements de l' O.M.C. . . .On

tourne en rond !!! Par contre, la décision de l'agence américaine de notation Moody's d'abaisser la note souveraine de la Chine de Aa3 à A1 « en raison d'une hausse excessive de la dette privée, entendre celle des entreprises du secteur manufacturier chinois, doit être comprise comme une stratégie guerrière de Washington à couvert des marchés et des agences de notation qui sont américaines bien entendu (Le figaro du 25 mai 2017).

**En second lieu sur le terrain diplomatique**, et c'est encore plus surprenant, en envoyant une délégation de haut niveau au Forum Diplomatique de Pékin des 14 et 15 mai 2017 consacré aux « nouvelles routes de la soie » (O.B.O.R). Et ce, alors que l'Inde à la fois membres BRICS et de la B.A.I.I a très ostensiblement boycotté ledit Forum. Des routes de la soie qui se développent allégrement aux dépens des intérêts US et ce, d'autant que les experts estiment que la Chine reste toujours un marché fermé (BNT) malgré les promesses d'ouverture faites lors de son admission à l'OMC/WTO en décembre 2001.

**Somme toute et sur le plan personnel**, j'estime que le geste de Donald Trump pour spectaculaire qu'il soit me paraît être très audacieux limite tendancieux car il ne manquera pas d'être interprété par ses alliés régionaux. D'aucuns ne manqueront pas d'y voir un nouveau signe de faiblesse en particulier ceux du « Triangle de Croissance », pilier central de l' ASEAN. . . Trump « le flamboyant » a trouvé son maître et il est chinois. . . Et ce, en dépit du geste fort au plan symbolique mais de portée limitée au plan militaire envers **Taiwan** et sa présidente du Parti Démocrate progressiste, **Tsai Ing-wen** : la livraison d'armes sophistiquées « à la province rebelle » selon la dialectique continentale (juillet 2017). Autre initiative quasi concomitante qui est à mettre au crédit du Comité militaire du Sénat et non de Donald Trump : l'autorisation aux armements américains de mouiller régulièrement dans les ports de Taïwan. . .Sauf que la réponse chinoise ne tarde jamais en forme de gesticulations nord-coréennes comme

le tir d'un missile balistique, intercontinental celui-là. . .  
Pour l'heure, en dépit de l'Accord de Lausanne sur le nucléaire iranien du 14 juillet 2015, la levée des sanctions n'est que partielle. De fait, les grandes banques européennes hésitent encore à investir le marché iranien de crainte de nouvelles sanctions extraterritoriales US et ce, d'autant que l'Iran figure encore sur la liste noire du Groupe d'Action Financière International, le **G.A.F.I**, l'organisme mondial anti blanchiment .  
.Affaire à suivre ...en sachant que les majors bancaires japonaises, coréennes et surtout chinoises n'ont pas la même retenue et opèrent sans restrictions sur le marché iranien. . . à un détail près et il est français en référence au méga contrat gazier de Total avec l'Iran (juillet 2017). . .  
In fine, la marge de manœuvre de la nouvelle administration US s'avère plus que ténue voire fragilisée par la multiplication des lignes de rupture, initiées par Donald Trump, tant sur le front intérieur et régional qu'à l'international. Un président qui, manifestement, n'en est qu'au tout début d'un apprentissage qui s'annonce laborieux sinon périlleux... . . . Vite un docteur !!!

Et, en **Conclusion**, quelque chose comme un **Grand Jeu** dont les cartes seraient pipées par avance mais, pas forcément, à l'avantage de « Trump le Magnifique », contraint et forcé de suivre, pas à pas, la politique de son prédécesseur, joliment baptisée « **Lightfoot print policy** ». Sans parler des rumeurs de destitution (« impeachment ») sitôt franchie la barre symbolique des 100 jours d'exercice présidentiel. Une catastrophe en termes d'image et surtout de crédibilité près des dirigeants asiatiques dont chinois qui ne manqueront pas d'en tirer tout avantage que possible. . .  
Dont acte, « Mister Président » !!! Sans toutefois vous accabler. En effet, je suppose que la pratique des affaires et de l'intérêt particulier n'est pas forcément en adéquation avec l'exercice du pouvoir séculier, celui des équilibres géopolitiques et des intérêts supérieurs de son pays, surtout pour un « maverick » quelque peu « psycho-rigide ». Donald Trump fera son apprentissage. . . comme tous ses prédécesseurs de Clinton à Bush en passant par Obama. . . à moins qu'une procédure d'impeachment, peu probable mais pas impossible, mette un terme à son exercice chaotique avant même la fin de sa mandature. Dans l'attente, peut-être devrait-il relire « L'art de la guerre » de Sun Tzu . . . sinon méditer cette citation de Cicéron : « Que les armes cèdent à la toge / cedant arma togae » (de officiis, I , 22). . .  
Et, somme toute, quelque chose comme un « Avis de tempête sur le Monde Occidental » pour les années à venir bien que l'hôte actuel de la Maison Blanche n'y soit pour rien. La « Pax Americana » n'était déjà plus qu'un lointain souvenir. . . Exit le statut de « capo di capo » du village planétaire. . .

Et bien nous en étions là en ce mois de novembre 2017

**Montjoie**

**Décembre 2017**